



# Suivi des dépenses : Premier trimestre de 2012-2013

---

Ottawa, Canada  
Le 3 octobre 2012  
[www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)

**Points principaux de la présente note :**

- La présente note porte sur les dépenses fédérales des trois premiers mois de l'exercice 2012-2013 (avril à juin 2012).
- D'après les données des trois premiers mois, les dépenses fédérales sont demeurées inchangées par rapport à la même période de l'exercice précédent alors que le budget de 2012 prévoyait qu'elles augmenteraient de 1,1 % entre 2011-2012 et 2012-2013 (sur douze mois).
  - La hausse des principaux programmes de paiements de transfert (comme la Sécurité de la vieillesse) a été compensée par une baisse des dépenses de fonctionnement, assujetties aux mesures de compression du budget de 2012.
- La base de données de suivi intégré (BDSI) du DPB a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses pour le premier trimestre de 2012-2013 ([www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)).
  - Pour la première fois, la BDSI contient deux années de données sur les activités de programme, ce qui permettra aux parlementaires de commencer à évaluer l'incidence sur les programmes fédéraux des changements annoncés dans le budget de 2010, le budget de 2011 et, éventuellement, le budget de 2012.
  - La BDSI sera mise à jour à la mi-décembre par l'ajout des données sur les dépenses du deuxième trimestre de 2012-2013.

Préparé par : Jason Jacques et Jason Stanton\*

---

\* Merci à Darren Roberts pour son aide à la recherche. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques (courriel : [jason.jacques@parl.gc.ca](mailto:jason.jacques@parl.gc.ca)).

## 1 Contexte

Le mandat que la loi confie au directeur parlementaire du budget (DPB) comprend la réalisation de recherches et d'analyses sur les prévisions budgétaires du gouvernement<sup>1</sup>.

Pour s'acquitter de cet élément de son mandat, le DPB fait une analyse constante des modifications apportées aux autorisations de dépenser des ministères et organismes qui sont présentées dans les prévisions budgétaires (autorisations accordées par le Parlement) et suit l'évolution des dépenses effectuées au cours de l'exercice sur les crédits accordés<sup>2</sup>.

Ce cadre de suivi permet au DPB de mettre en lumière les éléments importants pour les parlementaires lorsqu'ils examinent les révisions des autorisations de dépenser proposées par le gouvernement. En outre, les réductions de dépenses annoncées dans le budget de 2012 n'ayant pas été présentées dans les documents budgétaires (soit le Budget principal et les Budgets supplémentaires des dépenses), le cadre permet aussi aux parlementaires de repérer les programmes qui pourraient être touchés par les mesures de compressions des dépenses en cours d'exécution<sup>3</sup>.

La présente note passe en revue l'ensemble des autorisations de dépenser (soit le Budget

principal et le Budget supplémentaire des dépenses (A)) et les dépenses réelles des trois premiers mois de l'exercice en cours (avril à juin 2012)<sup>4</sup>.

## 2 Faits saillants du premier trimestre de 2012-2013

### *Total des dépenses*

Les dépenses totales se répartissent en quatre catégories : les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement, les frais de service de la dette et les dépenses de programmes directes (DPD). Comme les trois premiers types de dépenses sont de nature législative et suivent l'évolution des variables économiques, le DPB concentre son analyse sur la dernière catégorie, les DPD, qui a fait l'objet des récents efforts de compression du gouvernement.

Comme la figure 2-1 le montre, les dépenses totales des trois premiers mois de 2012-2013 ont été stables par rapport à la même période en 2011-2012 puisqu'elles se sont maintenues à 57,4 milliards de dollars. Cette stabilité peut être attribuée à l'absence de changement sur douze mois aux autorisations de dépenser.

<sup>1</sup> <http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/P-1.PDF>. Consulté en septembre 2012.

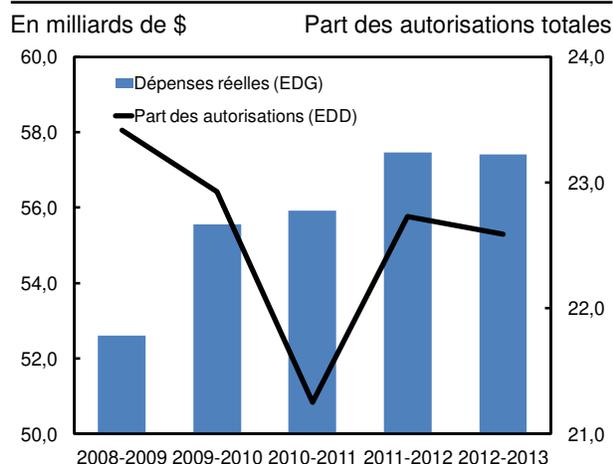
<sup>2</sup> Un aperçu de la méthodologie employée par le DPB est inclus dans une note d'information complémentaire, *Guide de méthodologie pour le Suivi des dépenses*, [http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure\\_Monitor\\_Guide\\_FR.pdf](http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure_Monitor_Guide_FR.pdf). Consulté en septembre 2012.

<sup>3</sup> [http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Expenditure%20Monitoring%20Framework\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Expenditure%20Monitoring%20Framework_FR.pdf). Consulté en septembre 2012.

<sup>4</sup> Le pouvoir de dépenser afférent au Budget supplémentaire des dépenses (A) n'a pas été accordé avant la fin du premier trimestre.

**Figure 2-1**

**Dépenses totales du premier trimestre de l'exercice**



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Dans les trois premiers mois de l'exercice, les ministères et organismes fédéraux ont donc utilisé environ la même proportion des autorisations de dépenser du Parlement que durant la même période de l'exercice précédent (22,7 %).

Globalement, la hausse des principaux programmes de transferts aux particuliers (comme la Sécurité de la vieillesse) et aux autres ordres de gouvernement (comme le Transfert canadien en matière de santé) a été compensée par des baisses des DPD.

*(ii) Dépenses de programmes directes*

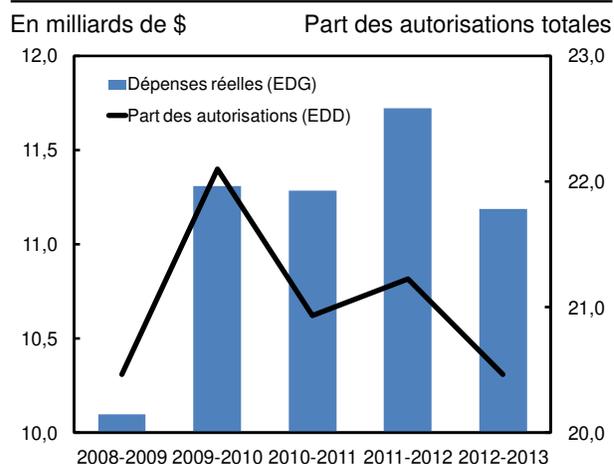
Les DPD comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses en immobilisations, ainsi que d'autres transferts (comme ceux des programmes de soutien du secteur agricole).

Les dépenses de fonctionnement ont diminué de près de 5 % pour s'établir à 11,2 milliards de dollars (figure 2-2). Cette diminution des

dépenses a eu pour effet que les ministères et organismes ont utilisé une proportion moindre de leurs autorisations (20 %) dans les trois premiers mois de l'exercice que durant la même période de l'exercice précédent.

**Figure 2-2**

**Dépenses de fonctionnement du premier trimestre de l'exercice**



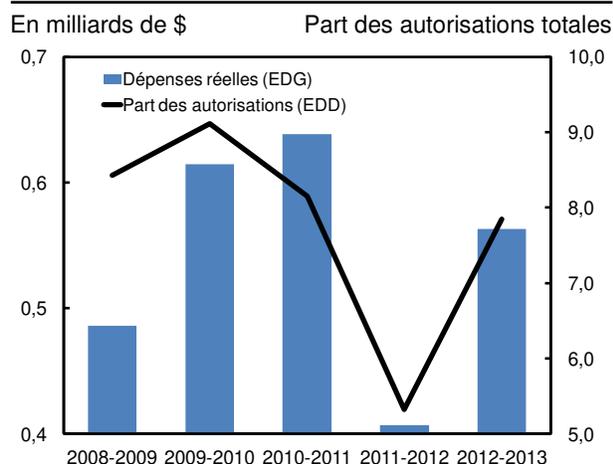
Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Répartie sur presque toutes les entités concernées, la baisse pourrait être attribuable à la mise en œuvre des mesures de restriction annoncées dans le budget de 2012, et dans les deux budgets précédents.

Comme la figure 2-3 le montre, les dépenses en immobilisations ont augmenté de près de 40 % dans les trois premiers mois de 2012-2013 pour s'établir à environ 0,6 milliard de dollars. La part des dépenses par rapport aux autorisations a également augmenté pour s'établir à 8 %. Le plus souvent, les dépenses en immobilisations ont tendance à s'accroître au fil de l'exercice, la majorité de l'activité se concentrant dans la deuxième moitié de l'année.

**Figure 2-3**

**Dépenses en immobilisations du premier trimestre de l'exercice**



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

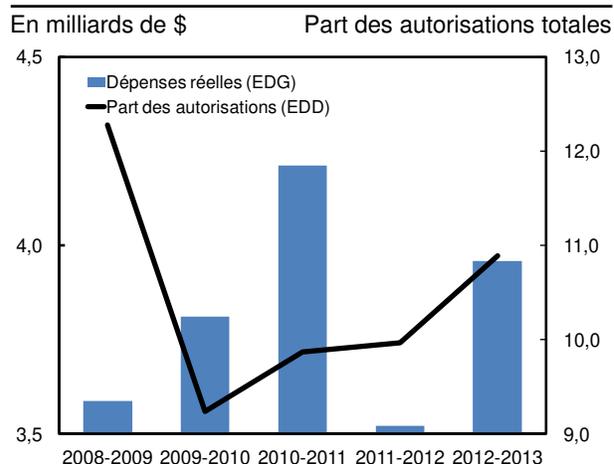
Une partie substantielle de l'augmentation des dépenses en immobilisations est attribuable à la Défense nationale (93 millions de dollars de plus que durant la même période en 2011-2012). Le rapport trimestriel de l'organisation a confirmé que l'augmentation des dépenses était liée à des projets d'infrastructure et à l'acquisition de biens d'équipement comme l'hélicoptère de transport moyen à lourd<sup>5</sup>.

Les dépenses liées aux autres paiements de transfert ont augmenté de 12 % pour se situer à environ 4 milliards de dollars dans les trois premiers mois de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent (figure 2-4). Les montants autorisés pour les paiements de transfert non majeurs ont augmenté légèrement, soit de 3 % par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, la part des dépenses par rapport aux autorisations a augmenté pour atteindre 11 % dans les trois premiers mois.

<sup>5</sup> <http://www.admfincs-smafinms.forces.gc.ca/rp/062012-fra.asp>. Consulté en septembre 2012.

**Figure 2-4**

**Autres paiements de transfert dans le premier trimestre de l'exercice**



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

### 3 Services internes

Les services internes représentent une partie importante des dépenses totales d'un exercice puisqu'elles comprennent les communications, la gestion financière, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information<sup>6</sup>. Ceci est une combinaison des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation.

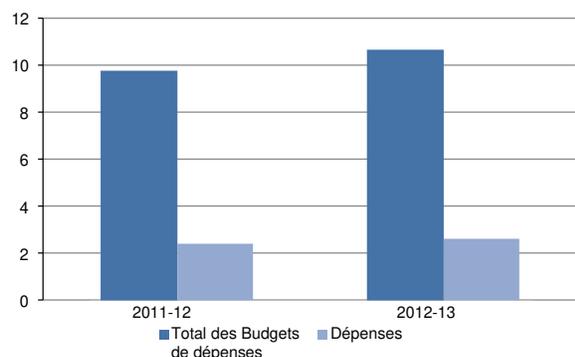
Les dépenses en services internes ont été d'environ 2,6 milliards de dollars dans le premier trimestre, ce qui représente une augmentation de 9 % par rapport à l'exercice précédent, comparable au taux de croissance des dépenses prévues dans ce secteur selon les prévisions budgétaires du gouvernement (figure 2-5). Ainsi, le taux des dépenses est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent (25 %).

<sup>6</sup> <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20122013/me-bpd/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en septembre 2012.

**Figure 2-5**

**Dépenses en services internes**

En milliards de \$



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Comme 70 % environ des économies censées résulter de l'examen stratégique et fonctionnel du budget de 2012 proviendront de « gains d'efficacité », et que ceux-ci tiennent en grande partie à une restructuration des activités administratives, les dépenses au titre des services internes devraient diminuer à moyen terme<sup>7</sup>.

**4 Postes individuels**

Pour déterminer la variation des dépenses ministérielles au premier trimestre de 2012-2013, le DPB a analysé les données sur les postes et les activités de programme en les comparant à celles du même trimestre de l'exercice précédent. Les changements les plus importants, en dollars et en pourcentage, sont présentés à l'annexe A.

Les changements importants aux *autorisations* sont expliqués dans les rapports financiers trimestriels publiés en août. Cependant, comme les organisations ne sont pas tenues de rendre compte des activités de programme, il y a peu d'explications touchant

<sup>7</sup> <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/toc-tdm-fra.html>. Consulté en septembre 2012.

ces changements<sup>8</sup>. Par exemple, le gouvernement ne dit rien au sujet de la diminution de 61 % sur douze mois des dépenses pour le Perfectionnement en leadership organisationnel de l'École de la fonction publique du Canada, ni de l'augmentation de 495 % sur douze mois des dépenses de Pêches et Océans liées à la navigation maritime. Une description de chaque activité de programme dans le gouvernement du Canada est disponible sur le site Web du [Secrétariat du Conseil du trésor](#).

Comme il est indiqué dans un autre rapport du DPB rendu public le 3 octobre 2012, très peu de rapports trimestriels des ministères et organismes font état de l'incidence des réductions de dépenses annoncées dans le budget de 2012. Ainsi, il est difficile d'évaluer si les changements substantiels dans les dépenses sur douze mois sont attribuables à des réductions de dépenses/éliminations de programmes ou à d'autres facteurs.

**5 Conclusion**

D'après les données des trois premiers mois de l'exercice 2012-2013, les dépenses fédérales sont demeurées inchangées par rapport à la même période de l'exercice précédent alors que le budget de 2012 prévoyait qu'elles augmenteraient de 1,1 % entre 2011-2012 et 2012-13 (sur douze mois)<sup>9</sup>.

Étant donné que le gouvernement met l'accent sur la réduction des dépenses de programmes directes pour atteindre ses

<sup>8</sup> <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/page-32.html>. Consulté en septembre 2012.

<sup>9</sup> Les prévisions budgétaires et autorisations sont présentées selon une comptabilité de caisse tandis que le budget est présenté selon une comptabilité d'exercice. Même si les tendances générales des dépenses sont généralement les mêmes peu importe la comptabilité, il peut y avoir des différences importantes d'un trimestre à l'autre.

objectifs financiers, le DPB continuera de surveiller la mise en œuvre du budget de 2012 et du plan de dépenses du gouvernement.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les

dépenses du premier trimestre de 2012, y compris les données par activité de programme. Les feuilles de données sont aussi affichées sur le site Web du DPB dans la section [Ressources pour la recherche](#).

## Annexe A

**Tableau 1. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Crédits	Δ en milliers de \$	Explication du rapport trimestriel
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Sécurité de la vieillesse</b>	467,337	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations</i>
Finances	<b>Intérêt sur la dette publique et autres coûts</b>	-466,874	<i>Diminution des taux d'intérêt</i>
Finances	<b>Transfert canadien en matière de santé</b>	404,278	<i>Augmentation prévue par la loi</i>
Finances	<b>Péréquation fiscale</b>	190,984	<i>Augmentation prévue par la loi</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Supplément de revenu garanti</b>	186,226	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Subventions et contributions</b>	177,774	<i>Écarts temporaires des paiements en vertu des ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées et du programme Nouveaux Horizons pour les aînés</i>
Directeur général des élections	<b>Dépenses électorales</b>	-175,771	<i>41<sup>e</sup> élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Défense nationale	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	-163,899	<i>Retombées du Centre de la sécurité des télécommunications; transfert des opérations à Services partagés Canada</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	<b>Contributions</b>	162,995	<i>Aucune</i>
Affaires autochtones	<b>Subventions et contributions</b>	154,635	<i>Augmentation des dépenses liées aux revendications, comme la revendication particulière de Cote*</i>
1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.			
*Par erreur, le tableau original identifiait la mauvaise revendication particulière pour expliquer l'augmentation des dépenses.			

**Tableau 2. Variations en pourcentage les plus fortes pour les autorisations : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Crédits	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Agence canadienne d'inspection des aliments	<b>Paiements d'indemnités</b>	4078%	<i>Augmentation des indemnités versées aux propriétaires de saumons en raison de l'anémie infectieuse du saumon</i>
Agence spatiale canadienne	<b>Dépenses en immobilisations</b>	1080%	<i>Augmentation attribuable à des variations dans les calendriers des paiements et les cycles de vie des projets</i>
Commission de la fonction publique	<b>Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés</b>	988%	<i>Écart temporaire dans le traitement des coûts des avantages sociaux des employés</i>
Environnement	<b>Dépenses en immobilisations</b>	645%	<i>Aucune</i>
Bureau de la coordonnatrice de la Condition féminine	<b>Subventions et contributions</b>	541%	<i>Écart temporaire dans les calendriers des paiements des projets</i>
Défense nationale	<b>Subventions et contributions</b>	267%	<i>Écart temporaire principalement attribuable au Programme de contributions à l'OTAN</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Bon canadien pour l'épargne-invalidité</b>	248%	<i>Aucune</i>
Affaires étrangères et Commerce international	<b>Dépenses en immobilisations</b>	104%	<i>Aucune</i>
Agriculture et Agroalimentaire	<b>Paiements de contributions pour le programme Agri-protection</b>	102%	<i>Augmentation des paiements attribuable à une augmentation des prix des produits de base</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Indemnisation des fonctionnaires et des marins marchands</b>	91%	<i>Aucune</i>

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

**Tableau 3. Variations en dollars les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Activités de programme	Δ en milliers de dollars	Explication du rapport trimestriel
Finances	<b>Programmes de paiements de transfert et de taxation</b>	722 525	<i>Augmentation prévue par la loi des programmes de transfert</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Sécurité du revenu</b>	710 193	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations</i>
Finances	<b>Trésorerie et affaires financières</b>	-534 766	<i>Diminution des taux d'intérêt</i>
Gendarmerie royale du Canada	<b>Opérations policières</b>	-233 023	<i>Aucune</i>
Défense nationale	<b>Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale</b>	-204 328	<i>Aucune</i>
Ressources naturelles	<b>Services internes</b>	192 988	<i>Aucune</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	<b>Fonds de la taxe sur l'essence</b>	162 016	<i>Aucune</i>
Directeur général des élections	<b>Opérations électorales</b>	-154 556	<i>41<sup>e</sup> élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Statistique Canada	<b>Statistique du recensement, de la démographie et autochtone</b>	-150 029	<i>Recensement de la population de 2011 tenu durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Compétences et emploi</b>	135 578	<i>Aucune</i>

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

**Tableau 4a. Augmentations en pourcentage les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Activités de programme	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Agence canadienne de développement économique du Nord	<b>Développement d'entreprises</b>	2491%	<i>Aucune</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	<b>Fonds Chantiers Canada - Grandes infrastructures</b>	1627%	<i>Augmentation principalement attribuable à l'échéancier des projets du Fonds Chantiers Canada</i>
Affaires autochtones et Développement du Nord	<b>Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain</b>	948%	<i>Aucune</i>
Affaires autochtones et Développement du Nord	<b>Relations de coopération</b>	889%	<i>Aucune</i>
Sécurité publique et Protection civile	<b>Gestion des urgences</b>	712%	<i>Aucune</i>
Anciens Combattants	<b>Sensibilisation aux activités commémoratives /Programme Le Canada se souvient</b>	629%	<i>Aucune</i>
Industrie	<b>Cadre et réglementation du marché</b>	524%	<i>Aucune</i>
Pêches et Océans	<b>Gestion des voies navigables/Navigation maritime</b>	495%	<i>Aucune</i>
Industrie	<b>Financement de la recherche et du développement/Financement de la recherche-développement industrielle</b>	333%	<i>Aucune</i>
Bureau du surintendant des institutions financières	<b>Services internes</b>	326%	<i>Aucune</i>

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

**Tableau 4b. Diminutions en pourcentage les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Activités de programme	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Conseil national de recherches du Canada	Information scientifique, technique et médicale	-100%	Aucune
Directeur général des élections	Opérations électorales	-97%	41 <sup>e</sup> élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent
Statistique Canada	Statistique du recensement, de la démographie et autochtone	-90%	Recensement de la population de 2011 tenu durant le premier trimestre de l'exercice précédent
Directeur général des élections	Régulation des activités électorales	-83%	41 <sup>e</sup> élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent
Affaires autochtones et Développement du Nord	Administration fédérale des terres de réserve	-81%	Aucune
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Développement des entreprises et innovation/Développement des entreprises	-80%	Aucune
Ressources humaines et Développement des compétences	Services axés sur la clientèle	-75%	Aucune
Patrimoine canadien	Industries culturelles	-63%	Aucune
École de la fonction publique du Canada	Perfectionnement en leadership organisationnel	-61%	Aucune
Agriculture et Agroalimentaire	Développement des régions rurales et développement des coopératives	-60%	Aucune

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.